

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 03/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS KERMENE

LE PEREY
22330 Le Mené

Code AIOT : 0005503651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SAS KERMENE au lieu-dit Vaucouleurs 22980 à VILDE-GUINGALAN (22980). L'inspection a été annoncée le 14/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KERMENE
- Vaucouleurs - 22980 VILDE-GUINGALAN
- Code AIOT : 0005503651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société KERMENE implantée à Vildé-Guingalan (22980) depuis 1999, est spécialisée dans la fabrication et le conditionnement de produits salés et fumés (lardons - usine de salaison) et de brochettes.

Au titre des ICPE, les activités du site sont régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 06 juillet 2016 et soumises à la directive sur les émissions industrielles pour la rubrique n°3642-3 (traitement et transformation de matières premières animales).

Les capacités de production autorisées sont de 220 t/jour en pointe et 40 000 t/an.

Le site est autorisé au titre de la rubrique n°4735, pour ses installations de réfrigération fonctionnant à l'ammoniac avec une capacité totale de 4.05 Tonnes et enregistré au titre de la rubrique 2921 refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

Le site dispose également de plusieurs installations de refroidissement fonctionnant aux fluides frigorigènes fluorés (HFC), soumis à la rubrique n°1185 sous le régime de la déclaration contrôlée.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 4 | Les rejets atmosphériques - Combustion | Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 4.2.2 et 4.2.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 11 | Stratégie de traitement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------|--|---|-----------------------|
| | préventif de l'eau | 26.I.1.b-----26.I.2.b | | |
| 12 | Utilisation de biocides | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 26 | Émission dans l'eau | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Rubriques et capacités autorisées | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2 | Sans objet |
| 2 | Prélèvements et consommations d'eau | Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.1.1 | Sans objet |
| 3 | Les rejets aqueux – VLE | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 4 | Sans objet |
| 5 | Les rejets atmosphériques - Fumage | AP Complémentaire du 17/05/2023, article 3 | Sans objet |
| 6 | Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Sans objet |
| 7 | Contenu de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Sans objet |
| 8 | Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Sans objet |
| 9 | Plan d'entretien | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b | Sans objet |
| 10 | Gestion hydraulique | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.a | Sans objet |
| 13 | Produits de décomposition des biocides | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b | Sans objet |
| 14 | Plan de surveillance | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 | Sans objet |
| 15 | Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----26.I.1.c | Sans objet |
| 16 | Transmission des résultats à l'inspection | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e | Sans objet |
| 17 | Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b | Sans objet |
| 18 | Emplacement et marquage du point de prélèvement | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b | Sans objet |
| 19 | Surveillance de l'eau d'appoint | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2 | Sans objet |
| 20 | Procédures écrites | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c | Sans objet |
| 21 | Entretien de l'installation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.-----26.I.2.c | Sans objet |
| 22 | Règles d'implantation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.f | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 23 | Carnet de suivi des interventions sur l'installation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2 | Sans objet |
| 24 | Formation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Sans objet |
| 25 | Obligation de port d'EPI | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI | Sans objet |
| 27 | Collecte des effluents | Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.3.13 | Sans objet |
| 28 | Rétentions des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22 | Sans objet |
| 29 | FDS (REACH) | Règlement européen du 18/12/2006, article Art 31.5, 31.6, 31.9, 35, 36 | Sans objet |
| 30 | Conformité à la FDS | Règlement européen du 18/12/2006, article Art.37.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les points contrôlés le jour de la visite d'inspection respectent la réglementation. Il est néanmoins attendu que l'exploitant transmette :

- la justification de la stratégie de traitement préventif avec l'utilisation d'un biocide non oxydant (SPECTRUS NX1164) en complément du biocide oxydant (SPECTRUS OX1203) ;
- le prochain rapport de contrôle des émissions atmosphériques des générateurs d'eau chaude (GEC1 et GEC2) ;
- les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de phosphore, arsenic, nickel, cuivre, fer, plomb et leurs composés par les installations de refroidissement.

L'inspection a pris note d'un remplacement programmé des TARs par des refroidisseurs adiabatiques en octobre 2025.

Après instruction du dossier de porter-à-connaissance déposé dans le cadre de ce projet, un arrêté de prescriptions complémentaires sera rédigé intégrant :

- la suppression de la rubrique 2921 et les prescriptions associées dont les dispositions de l'article 5.3.13 de l'AP du 06/07/2016 qui sont inadaptée ;
- la correction du libellé de la rubrique 3642-3 ;
- la correction de la puissance totale des installations de combustion (rubrique 2910) et la mise à jour des VLE applicables ;
- la modification de la fréquence de suivi du paramètre NGL des eaux industrielles (hebdomadaires).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques et capacités autorisées

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 2 | | | |
|---|--|----------------------------------|--------|
| Thème(s) : Situation administrative, Capacité autorisée | | | |
| Prescription contrôlée : | | | |
| Rubrique ICPE | Désignation des activités | Capacité autorisée | Régime |
| 3642-3-a | Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production | 220 t/j en pointe 40 000 t/an | A |

| Rubrique ICPE | Désignation des activités | Capacité autorisée | Régime |
|---------------|---|--|-------------------|
| | supérieure à 75 t de produits finis par jour 3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à : a) Supérieure à 75 si A est égal ou supérieur à 10, où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis. | | |
| 4735-1.a | Ammoniac La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg : a) Supérieure ou égale à 1,5 t | 4,05 t SDM1 : 2,8 t SDM2 : 150 kg (2 AIRPAC) SDM3 : 1,1 t | A |
| 2921-1.a | Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW | 3259 kW (SDM1) 2 TARs de 1628 kW unitaire | E |
| 2910-A.2 | Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW | 11,858 MW 7,5MW 1 chaudière de 4500 kW 2 GEC de 1500 kW unitaire <i>Groupe ⁽²⁾ électrogène de secours – 358 kW (1 groupe de 250 kW et 2 groupes de 44 kW)</i> <i>1 ensemble ⁽²⁾ de groupe électrogène de secours de 4 MW au FOD</i> | DC ⁽¹⁾ |
| [...] | [...] | [...] | [...] |

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC* (soumis au contrôle périodique), NC (non classé)

⁽¹⁾ En application de l'article R. 512-55 du Code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

⁽²⁾ Appareils fonctionnant en secours de l'alimentation électrique principale :

Article 1.4.1 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 : « Les dispositions des points 2.3, 2.5, 3.9, 5.2 (deuxième alinéa), 5.9, 5.10 (deuxième alinéa), 6.2.2 A et B, 6.2.3, 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6, 6.3, 6.4, 8.3 et 8.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés uniquement à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci, et pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an. »

Constats :

Rubrique 3642-3 :

2022 : 17 932 t/an

2023 : 18 836 t/an

2024 : 18 037 t/an

Respect de la capacité de production annuelle et respect de la capacité maximale de production journalière.

L'erreur dans le libellé de la rubrique de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires 17/05/2023 (3642-1 au lieu de 3642-3) sera corrigée lors de la prochaine mise à jour des conditions d'exploitation.

Rubrique 2910-A-2 :

Les différents groupes électrogènes (total 4,358 MW) sont des appareils de combustion exclusivement destinés à venir en secours et fonctionnent moins de 500 heures par an. La réglementation ne prévoit ni contrôle périodique ni VLE pour ces appareils de combustion.

La puissance **Puissance thermique nominale totale de l'installation** est donc de 7,5 MW (1 chaudière de 4,5 MW et 2 GEC de 1,5 MW unitaire).

La puissance totale de l'installation de combustion sera corrigée lors de la prochaine mise à jour des conditions d'exploitation.

Rubrique 2921-1-a :

L'exploitant a informé l'inspection d'un changement programmé des deux tours aéroréfrigérantes (TARs) actuelles par des refroidisseurs adiabatiques (RAs). Ces équipements ne sont pas visés par la rubrique 2921 et permettront de réduire significativement la consommation en eau.

Les autres rubriques applicables au site ne sont pas modifiées.

À noter :

Seule une partie des extensions prévue dans le dossier d'autorisation (AP du 06/07/2016) a été réalisée. Les constructions prévues dans la zone ouest du site n'ont pas été exécutées.

L'exploitant a informé l'inspection que la ligne haute tension séparant le site est désormais non utilisée et que celle-ci devrait être prochainement démantelée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un dossier de porter à connaissance relatif au remplacement des TARs par des RAs. L'instruction de la demande entraînera la rédaction d'un APC (Arrêté Préfectoral de Prescriptions complémentaires) dans lequel le libellé de la rubrique 3642-3 et la puissance des installations de combustion seront corrigées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource : Réseau public AEP

Prélèvement maximal annuel (m³/an) : 160 000 m³/an

Débit maximal Horaire : 30 m³/h Journalier : 485 m³/j

La société KERMENE n'exploite pas de captage d'eau souterraine, ni de prélèvement dans les eaux superficielles.

Constats :

Conso eau (données GEREP) :

- 2022 : 109 364 m³

- 2023 : 85 091 m³

- 2024 : 83 827 m³

Ratio Conforme < 6 l/kg (ou T/m³) (< 10 l/kg si TAR)

- 2022 : 109 364 / 17 932 = 6,10

- 2023 : 85 091 / 18 836 = 4,52

- 2024 : 83 827 / 18 037 = 4,65

Les consommations en eau depuis 2022 sont en diminution et ceux avec un tonnage stable sur les trois dernières années.

L'exploitant a mis en place des mesures visant à réduire la consommation en eau. Le changement prochain des TARs s'inscrit dans cette démarche.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Les rejets aqueux – VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, VLE Eaux prétraitées

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux pré-traités sont rejetés dans le réseau collectif au point de raccordement défini dans l'article 5.3.5 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2016.

Un arrêté de la collectivité en charge du réseau, pris au titre de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, et complété le cas échéant d'une convention signée des deux parties, encadre les modalités de rejet.

Les effluents ainsi collectés sont dirigés vers la station de traitement de Dinan.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau collectif, les valeurs limites en volume, en concentration et en flux définis ci-dessous :

| Paramètre | Code SANDRE | Valeurs limites d'émission | | | |
|------------------|-------------|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| | | Applicables jusqu'au 04/12/2023 | | Applicables à compter du 04/12/23 | |
| | | Concentration maximale 24h (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) | Concentration maximale 24h (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) |
| Volume | 1552 | / | 400 m³/j 17 m³/h | / | 400 m³/j 17 m³/h |
| DCO | 1314 | 2000 mg/l | 800 kg/j | 2000 mg/l | 800 kg/j |
| DBO ₅ | 1313 | 800 mg/l | 320 kg/j | 800 mg/l | 320 kg/j |
| MES | 1305 | 600 mg/l | 240 kg/j | 600 mg/l | 240 kg/j |
| Azote Kjeldahl | 1319 | 150 mg/l | 100 kg/j | 150 mg/l | 100 kg/j |
| Azote global | 1551 | / | / | 492 mg/l | 196 kg/j |
| Phosphore total | 1350 | 50 mg/l | 20 kg/j | 50 mg/l | 20 kg/j |
| Chlorures (Cl⁻) | 1337 | 2000 mg/l | 800 kg/j | 2000 mg/l | 800 kg/j |

Constats :

- Données GIDAF et données exploitant

| Paramètre | Dépassement en concentration des VLE | | | | | |
|-------------|--------------------------------------|------|-------|------|------------------------|------|
| | 2023 | | 2024 | | 2025 (Janvier à avril) | |
| | En nb | En % | En nb | En % | En nb | En % |
| Volume | 0/360 | 0% | 0/365 | 0% | 0/120 | 0% |
| Température | | | 0/302 | 0% | 0/101 | 0% |
| pH | 0/312 | 0% | 0/302 | 0% | 0/101 | 0% |
| DCO | 0/51 | 0% | 0/55 | 0% | 0/18 | 0% |

| Paramètre | Dépassement en concentration des VLE | | | | | |
|------------------|--------------------------------------|------|-------|------|------------------------|------|
| | 2023 | | 2024 | | 2025 (Janvier à avril) | |
| | En nb | En % | En nb | En % | En nb | En % |
| DBO ₅ | 1/50 | 2% | 0/56 | 0% | 0/18 | 0% |
| MES | 0/50 | 0% | 0/56 | 0% | 0/8 | 0% |
| NKJ | 0/50 | 0% | 0/56 | 0% | 0/18 | 0% |
| NGL | | | 0/280 | 0% | 0/139 | 0% |
| Pt | 0/50 | 0% | 0/56 | 0% | 0/18 | 0% |
| Cl- | 2/50 | 4% | 3/56 | 5% | 0/18 | 0% |

Les quelques dépassements de la concentration en chlorure et le dépassement en DBO₅ sont inférieurs à 2 fois la VLE.

Aucun dépassement des flux autorisés.

Les résultats saisis dans GIDAF sont globalement conformes. Et l'exploitant a informé l'inspection d'une mise à jour de la convention de rejet sur le paramètre Chlorure.

A noter :

Le cadre GIDAF n'a pas été actualisé (APC du 7/05/2023) pour prendre en compte la surveillance du paramètre NGL à une fréquence journalière (applicable à compter du 04/12/2023).

L'exploitant a néanmoins mis en œuvre ce suivi depuis janvier 2024.

Les données de surveillance 2024 et 2025 relatives au paramètre NGL ont été transmises à l'inspection. La valeur moyenne en concentration est de 56 mg/l et de 12,48 kg/jour en flux. La valeur maximale en concentration enregistrée est de 220 mg/l et de 50,6 kg/jour en flux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant la conformité des résultats de l'autosurveillance 2024 et 2025 sur le paramètre NGL, la fréquence de surveillance de ce paramètre passera d'une fréquence journalière à hebdomadaire (comme pour les autres paramètres). Cette fréquence est applicable à compter du 19/06/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Les rejets atmosphériques - Combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 4.2.2 et 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées – VLE

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2. - Conduits et installations raccordées

| Installations raccordées | N° de conduit | Hauteur en m | Vitesse minimale d'éjection en m/s | Puissance ou capacité en MW | Combustible |
|--------------------------|---------------|--------------|------------------------------------|-----------------------------|-----------------|
| Chaudière 1 (vapeur) | 1 | 19 | 5 | 4,5 | Gaz butane |
| Chaudière 2 (vapeur) | 2 | | | 4,5 | |
| Chaudière 3 (ECS) | 3 | | | 2,5 | |
| Groupes électrogènes | 4 | ≥ 15 | 25 | 2 x 3 | Fuel domestique |

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

Article 4.2.3. - Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs))
- à une teneur en O₂ à 3 % en volume.

| Paramètre | Conduit n°1-2-3 |
|---|-------------------------------------|
| | Concentration mg/Nm ³ |
| Poussières | 5 |
| SO ₂ | 5 |
| NO _x ou équivalent NO ₂ | 150 |

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Constats :

- **Conduits et installations raccordées**

Les modifications apportées aux installations de combustion (changement combustible, installation de 2 GEC, maintien d'une chaudière) ont fait l'objet de dépôt de dossier auprès de l'inspection (PAC du 01/04/2022 et du 03/10/2022).

Les modifications des installations de combustion seront intégrées dans le prochain arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

- **Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

Les valeurs limites d'émission applicables aux installations de combustion fonctionnant au gaz naturel sont celles mentionnées à l'annexe I, article 6.2.4, point II de l'Arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910.

| Paramètre | Conduit n°1-2 |
|---|-------------------------------------|
| | Concentration mg/Nm ³ |
| CO | 100 |
| NO _x ou équivalent NO ₂ | 100 |

- **Données d'autosurveillance rejets atmosphériques transmises par l'exploitant**

| Date et contrôleur | Paramètres | VLE en mg/m ³ | Chaudières F3702 | | GEC1 | | GEC2 | |
|---|-----------------|-----------------------------|------------------------|-----------|------------------------|-----------|------------------------|-----------|
| | | | C en mg/m ³ | F en kg/h | C en mg/m ³ | F en kg/h | C en mg/m ³ | F en kg/h |
| 27/04/21 APAVE | CO | 100 | 0 | 0,000 | 3 | 0,003 | 5 | 0,004 |
| | NO _x | 150 | 79 | 0,057 | 212 | 0,197 | 176 | 0,156 |
| | SO ₂ | 5 | 1,3 | 0 | 1,3 | 0,001 | 1,2 | 0,001 |
| 08/09/23 APAVE | CO | 100 | 0 | 0,000 | 19 | 0,014 | 15 | 0,011 |
| | NO _x | 100 | 67 | 0,072 | 147 | 0,100 | 130 | 0,092 |
| 18/03/25 ECOM 2 mesures instantanées | CO | 100 | | | 3 / 14 | | 3 / 7 | |
| | NO _x | 100 | | | 17 / 19 | | 30 / 22 | |

Les rejets mesurés sur les générateurs d'eau chaude GEC sont non-conformes sur le paramètre NOx. L'exploitant a fait intervenir le fabricant pour modifier les réglages de combustion. On note une amélioration des valeurs mesurées en 2023.
 Une nouvelle intervention sur les deux GEC a été réalisée le 27/01/2025 (rapports d'intervention transmis). Les mesures de l'APAVE à réaliser en 2025 devront permettre de valider les réglages et la conformité des rejets.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra le rapport de contrôle des rejets atmosphériques pour l'année 2025 des deux GEC après réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Les rejets atmosphériques - Fumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des enceintes de fumage doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration si la charge d'émissions mesurée en sortie d'un des fumoirs est supérieure à 500 g/h.

| Paramètre | Procédé spécifique | Équipement | Concentration en mg/Nm ₃ |
|-----------|---------------------|----------------|---|
| COVT | Enceintes de fumage | Fumoir n°2 | 50 ² mg/Nm ₃ (si la charge est supérieure à 500 g/h) |
| | | Fumoir n°3 | |
| | | Fumoir n°4 | |
| | | Fumoir n°6 | |
| | | Fumoir n°7-1 | |
| | | Fumoir n°7-2 | |
| | | Fumoir n°8 | |
| | | Fumoir GEA n°2 | |
| | | Fumoir GEA n°4 | |

Constats :

L'exploitant a transmis les rapports de l'APAVE de 2023 et 2024.

| Équipement | 18-20/12/2023 APAVE | | 26/11/2024-15/01/2025 APAVE | |
|------------|------------------------|----------|--------------------------------|-----------|
| | C en mg/m ³ | F en g/h | C en mg/m ³ | F en kg/h |
| Four n°4 | 199,3 | 147,17 | 176 | 0,16 |
| Four n°5 | 152,4 | 116,3 | 89,7 | 0,086 |
| Four n°7 | 223,6 | 215 | 379 | 0,26 |
| Four n°8 | 206,3 | 74,4 | 360 | 0,15 |
| Four n°9 | 466 | 250,1 | 451 | 0,26 |
| Four n°10 | 299,4 | 192,9 | 292 | 0,16 |
| GEA n°1 E1 | 24 | 79,4 | 24,6 | 0,059 |
| GEA n°1 E2 | 22,5 | 81 | 18,9 | 0,052 |
| GEA n°2 E1 | 28,9 | 91 | 29,7 | 0,098 |
| GEA n°2 E2 | 17,2 | 56,4 | 19,3 | 0,069 |

Les résultats sont conformes, les flux ne dépassent pas 500 g/h en COVT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mettra en cohérence le nom des équipements mentionné dans l'arrêté préfectoral (repris du dossier de réexamen) et le nom des équipements indiqué dans les rapports de l'APAVE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réalisation et actualisation de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques AMR

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques.

[...]

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

Constats :

L'AMR transmise a été rédigée avec l'appui du bureau VERITAS. Elle a été réalisée en décembre 2024. L'AMR est actualisée annuellement.

Pas de modification des installations, ni de la stratégie de traitement et absence de dénombrement de légionella pneumophila $> 10^5$ UFC/L et de dépassement multiples consécutifs de la concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contenu de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu de l'AMR

Prescription contrôlée :

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Constats :

Les deux TARs fonctionnent 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Possibilité de les arrêter.

Un bras mort est identifié au niveau de la déconcentration de chaque tour mais maîtrisé via les purges et prélèvements (point de prélèvement des analyses physico-chimique et légionelles).

L'AMR présente les conditions de fonctionnement des tours, les produits de traitement et les plans d'entretien de surveillance. L'analyse des risques est détaillée et conclut par une présentation d'un plan d'amélioration avec un risque résiduel côté 6 (facteur de risque majeur nécessitant une action à court terme) et trois risques résiduels côtés de 2 à 3 (facteur de risque mineur).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Actions correctives issues de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a

Thème(s) : Risques chroniques, Actions sur les facteurs de risque identifiés dans AMR

Prescription contrôlée :

Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

[...]

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

Constats :

Suite à l'identification d'un facteur de risque majeur (surconsommation produit antitartre/anticorrosion et biocide oxydant) dans l'AMR de décembre 2024, l'exploitant précise avoir veillé au respect des valeurs cibles des produits de traitement depuis le début de l'année 2025.

L'enregistrement des indicateurs hebdomadaires sur l'année 2025 fait effectivement apparaître une diminution de la concentration des produits de traitement.

Pas d'évolution du plan d'entretien et du plan de surveillance ni des procédures d'arrêt et de redémarrage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'entretien

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.

Constats :

Les TARs ne disposent pas d'échelle ni de passerelle. La vérification de l'état des installations se fait par le bas. Le nettoyage désinfection annuel est fait avec une nacelle.

L'AMR indique « *Bon état des installations d'après le rapport d'intervention du nettoyage annuel* ».

Le compte-rendu de la société de nettoyage présente les photos avant/après nettoyage et évalue l'état des différents équipements (corrosion et/ou tartre) et l'état général des installations.

Le niveau de corrosion est jugé faible et le traiteur d'eau a mis en place un suivi trimestriel de la teneur en fer des eaux de purge pour évaluer de la corrosion.

Les parties visibles des TARs observées lors de l'inspection et les photos des parties internes des TARs (photos dans compte rendu de nettoyage) permettent de juger du bon état des installations.

Le plan d'entretien des installations apparaît adapté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.a

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion hydraulique

Prescription contrôlée :

Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulante dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.

Constats :

La gestion hydraulique n'est pas évoquée comme facteur de risque. Celle-ci est considérée comme satisfaisante dans le tableau de synthèse de l'AMR (page 5).

On peut noter que la gestion hydraulique n'est abordée que sur l'aspect bras mort ou autre zone de stagnation dans les installations (lors de la mise à l'arrêt par exemple). Le débit, la vitesse de circulation, le diamètre des canalisations ne sont pas présentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Stratégie de traitement préventif de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de traitement préventif

Prescription contrôlée :

Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Constats :

L'exploitant a transmis la fiche de stratégie de traitement mise à jour le 19/08/2024.

La stratégie de traitement prévoit un traitement en continu avec un biocide oxydant à base de brome et de chlore OX1203 et un traitement discontinu d'une heure/jour/semaine de Biocide Non oxydant à base d'isothiazolone NX1164.

Ces traitements avec biocides sont associés à l'utilisation d'un produit antitartre et anticorrosion MF335DX.

L'utilisation d'un biocide non oxydant en complément du biocide oxydant n'est pas argumentée ni justifiée dans la fiche de stratégie de traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'utilisation d'un biocide non oxydant en complément d'un biocide oxydant doit être justifiée. Par ailleurs, la fiche de stratégie de traitement doit indiquer la fréquence d'injection du BNO (hebdomadaire et le jour de l'injection).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Utilisation de biocides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b

Thème(s) : Risques chroniques, Justification stratégie de traitement

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

[...]

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Constats :

La fiche de stratégie de traitement présente les caractéristiques de l'eau d'appoint et des TARs (matériaux, fonctionnement en continu...) ainsi que les valeurs cibles et type d'asservissement des produits de traitement.

Traitement en continu avec antitartre/anticorrosion (MF335DX), BO (OX1203) et 1/semaine avec BNO NX1164 (1 heure/jour et 1 fois par semaine le jeudi).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de l'utilisation d'un BNO (NX1164) en complément du traitement continu avec un BO (OX1203).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Produits de décomposition des biocides

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Produits de décomposition |
| Prescription contrôlée : Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. |
| Constats : Les produits de décompositions sont présentés à la fin de la fiche de stratégie de traitement. Les valeurs de concentration des produits de décomposition ne sont pas indiquées pour les bromures DCO, Chlorures et phosphore. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Plan de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Indicateurs physico-chimiques et microbiologiques |
| Prescription contrôlée : Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'action. Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs. |
| Constats : L'AMR présente au titre 5, le plan de surveillance analytique en place sur le circuit de refroidissement, sur l'eau d'appoint et sur les rejets. L'exploitant a transmis le plan de surveillance avec les valeurs cibles, les valeurs d'actions, la fréquence de contrôle et la société en charge de la réalisation du suivi. Des actions correctives sont définies en cas de dérive des indicateurs. <ul style="list-style-type: none">• Indicateurs : concentrations produits de traitement Le tableau d'enregistrement des indicateurs 2023 et 2024 (tableau de surveillance des TARs KERMENE) fait apparaître : <ul style="list-style-type: none">➤ l'absence d'action adaptée aux dérives constatées sur le résiduel d'oxydant libre (OX1203) : OK alors que la valeur dépasse la valeur d'action (<0,5 et > 2 mg/l) - 16 valeurs (30%) en 2024 > à 2,5 mg/l ;➤ le non-respect des valeurs cibles en concentration pour le MF335 et le NX1164 (BNO) avec des surconcentration importantes sur les deux produits et surtout sur le BNO avec 39 valeurs sur 52 (75 % des valeurs) en 2024, supérieures à 3 fois la concentration maximale cible (seuils d'action corrective si < à 6 et >10 mg/m³). Pour le MF335, 41 valeurs sur 52 sont supérieures à la concentration maximale fixée à 30 mg/l (max = 90,2 mg/l - 12 valeurs > 50 mg/l). L'exploitant indique avoir réalisé un meilleur suivi des concentrations des produits de traitement suite à la mise à jour de l'AMR en décembre 2024 qui avait relevé cette surconsommation des produits de traitement. On note en effet, depuis le début de l'année 2025 (tableau de surveillance 2025 transmis post inspection), des concentrations en MF335, NX1164 et OX1203 dans les valeurs cibles ou proches de celles-ci. |

- **Indicateur microbiologique - Flore totale**

Le tableau de suivi de la flore totale (1/mois) pour l'année 2025 fait apparaître 4 dépassements sur les 12 analyses réalisées à la valeur cible définie : > 1 000 UFC/ml. Conformément au document de synthèse (valeurs cibles - actions correctives), un dépassement des 1 000 UFC/ml entraîne une vérification du résiduel de brome et la réalisation d'un nouveau dénombrement de la flore totale deux semaines après. On peut noter qu'une analyse a bien été réalisée dans les 15 jours suivant l'analyse initial sauf pour le prélèvement du 16/04/2025 pour la TAR1 et pour la TAR2.

- **Autres Indicateurs physico-chimiques (pH , T°C, conductivité, aspect, facteur ou rapport de concentration)**

Les tableaux 2023-2024-2025 font apparaître un bon suivi des indicateurs et une conformité globale des valeurs enregistrées aux valeurs cibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant maintiendra le suivi rigoureux des indicateurs de surveillance (concentrations des produits de traitement).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a-----26.I.2.b-----26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences surveillance en légionelles et normes

Prescription contrôlée :

La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.

Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). L'ensemble des seuils de gestion mentionnés dans le présent arrêté sont spécifiques pour cette méthode d'analyse et sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).

L'exploitant peut avoir recours, en lieu et place de la norme NF T90-431 (avril 2006), à une autre méthode d'analyse si celle-ci a été préalablement reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Pour chaque méthode reconnue, le ministère indique les seuils de gestion à utiliser ou la méthodologie de fixation de ces seuils par l'exploitant.

Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.-----

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.-----

Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.

Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.

Constats :

Sur l'année 2024 et début d'année 2025, prélèvement et analyse légionelles sur chaque TAR tous les mois.

Selon bilan annuel 2024 transmis le 24/03/2025 : pas d'arrêt des TARs en 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Transmission des résultats à l'inspection

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e |
| Thème(s) : Risques chroniques, Délai transmission résultats d'analyse |
| Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements. |
| Constats : D'après les déclarations GIDAF et sur les données consultées depuis janvier 2023, le délai de 30 jours est respecté entre la date de prélèvement et la date de transmission des résultats à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Modalités prélèvement pour analyse légionelles |
| Prescription contrôlée : Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air. ----- En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante. |
| Constats : Les prélèvements sont réalisés par le service maintenance de Kermené et envoyé au LABOCEA. L'exploitant dispose d'une instruction de travail (ITW3593 V2) Mode opératoire prélèvement d'eau dans laquelle est détaillée notamment les modalités de prélèvement (présence de thiosulfate de sodium pour neutraliser le biocide oxydant) et la localisation du point de prélèvement (« vanne amont de la pulvérisation »). Contrairement aux éléments mentionnés dans l'AMR, mise à jour en décembre 2024, l'injection du biocide non oxydant est réalisée tous les jeudis et non les lundis et les prélèvements de l'eau des TARs sont réalisés les mardis ou mercredis. Le délai de 48 heures entre l'injection du BNO et le prélèvement est respecté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant mettra à jour la fiche de stratégie de traitement et l'AMR afin de préciser ou corriger le jour de l'injection du BNO (jeudi) et le jour des prélèvements (mardi ou mercredi selon GIDAF). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Emplacement et marquage du point de prélèvement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Repérage point de prélèvement |
| Prescription contrôlée : |

[...]

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

Constats :

Les points de prélèvements sont localisés sur le synoptique du circuit de refroidissement présenté dans l'AMR (page 45)

Les deux points de prélèvement sur les TARs sont connus des opérateurs (technicien maintenance du site).

Lors de l'inspection, il a été constaté l'identification d'un seul des deux points de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant replacera les étiquettes d'identification sur les deux points de prélèvement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : Surveillance de l'eau d'appoint

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 28.2

Thème(s) : Risques chroniques, Qualité eau d'appoint

Prescription contrôlée :

L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants :

- Legionella pneumophila : < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée ;
- Matières en suspension : < 10 mg/l.

La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'analyse de l'eau d'appoint (eau du réseau) correspondant au prélèvement du 04/02/2025. Rapport 25020401264103 du 14/02/2025. Les résultats sont conformes : MES < 2 mg/l et Legionella SP et Legionella pneumophila < 10 UFC/L.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Procédures écrites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b-----26.I.1.c

Thème(s) : Risques chroniques, Procédures en cas de résultats non conformes

Prescription contrôlée :

Chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;

Constats :

L'exploitant a transmis :

- la procédure en cas d'arrêt immédiat applicable en cas de concentration en légionella pneumophila > à 100 000 UFC/l (Procédure E/M/D2) ;
- la procédure en cas de présence de flore interférente (au 1^{er} prélèvement) ;
- la procédure PROC526 V1 présentant les logigrammes des différentes situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant modifiera le mode de transmission d'un résultat non-conforme à l'inspection : par messagerie (ddpp-iaa@cotes-darmor.gouv.fr) et non par télécopie (Procédure E/M/D2).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.-----26.I.2.c

Thème(s) : Risques chroniques, Nettoyage/désinfection à minima annuel

Prescription contrôlée :

L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement.

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une fois par an un nettoyage/désinfection de chaque TAR par une société extérieure. Le dernier nettoyage a été réalisé du 9 au 11/10/2024.

Suivi de l'encrassement

Le plan de surveillance prévoit des contrôles mensuels et une vérification visuelle de l'état des buses et du bassin (1 fois/an).

Une vérification et un nettoyage des buses de la TAR2 ont été réalisés le 05/05/2025 par la maintenance (enregistrement GMAO N°1510284).

Suivi de la corrosion

Vérification de l'état des tubulures 1 fois par an par maintenance et société extérieure lors de l'opération de nettoyage/désinfection annuel.

Suivi taux de fer (< 0,2 mg/L) 1 fois par trimestre par traiteur d'eau - Contrôle réalisé et enregistré dans compte rendu du traiteur d'eau du 18/03/2025 et 16/06/2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.f

Thème(s) : Risques chroniques, Implantation TAR-Distance ouvrant

Prescription contrôlée :

a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;

b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.

Constats :

Les TARs sont situées au-dessus de la salle des machines.

Il n'y a pas d'ouvrant ni de prise d'air à proximité des TARs. La zone en contrebas des TARs est balisée lors des opérations de nettoyage/désinfection pour éviter le passage du personnel dans la zone.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 23 : Carnet de suivi des interventions sur l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Contenu carnet de suivi

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;
- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en *Legionella pneumophila* et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.

Constats :

L'ensemble des documents constituant le carnet de suivi et les documents annexés ont été transmis à l'inspection ou présenté à l'inspection lors du contrôle (non consulté : intervention sur dévésiculeurs).

La dérive constatée relative à la surconsommation des produits antitartre/anticorrosion et biocide non oxydant sur l'année 2024 a été corrigée. Depuis le début de l'année 2025, les valeurs de concentration sont conformes aux valeurs cibles ou très proches.

Consommation en eau, en produits de traitement préventif et rejets 2023 et 2024

| | 2023 | | 2024 | |
|--|-------|-------|-------|-------|
| | TAR 1 | TAR 2 | TAR 1 | TAR 2 |
| les volumes d'eau consommés mensuellement + annuel | 3269 | 5148 | 3267 | 4625 |
| les volumes d'eau rejetés | 5758 | | 5032 | |

| | | 2023 | | 2024 | |
|---------------------------------------|---------|-------|-------|-------|-------|
| | | TAR 1 | TAR 2 | TAR 1 | TAR 2 |
| mensuellement + annuel | | | | | |
| traitement préventif | MF 335 | 380 | | 410 | |
| | OX 1203 | 300 | | 300 | |
| | NX 1164 | 190 | | 545 | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | |

N° 24 : Formation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation |
| <p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; • les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; • les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Plusieurs techniciens de maintenance sont formés au risque légionelle et aux prélèvements. La liste des personnes compétentes est affichée sur les TARs et sur la porte d'accès de l'escalier permettant d'accéder aux TARs.</p> <p>Une vérification de la formation de deux techniciens a été réalisée. Les attestations de formation de MM THOUREAU et PINCEMIN relatives à la prévention du risque légionelle datées respectivement du 16/03/2023 et du 02/12/2021 ont été transmises. Une deuxième attestation de formation a été transmise pour ces deux personnes datant du 17/03/2023. Celles-ci ne mentionnent pas la formation aux prélèvements néanmoins le contenu de la formation présenté lors de l'inspection concerne bien les modalités de réalisation des prélèvements.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant demandera à l'organisme de formation de compléter l'intitulé de l'attestation afin que celle-ci mentionne « prélèvements eau circuit des Tars ».</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 25 : Obligation de port d'EPI

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI |
| Thème(s) : Risques chroniques, Affichage EPI |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.</p> |

Constats :

Un panneau signalant l'obligation du port des EPI est affiché sur la porte de l'escalier permettant d'accéder aux TARs. La porte d'accès est verrouillée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 26 : Émission dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 60

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence surveillance rejet TAR_Polluant

Prescription contrôlée :

Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée a minima selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les paramètres énumérés ci-après.

Ces mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation, constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Les résultats des mesures sont annexés au carnet de suivi et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

| DÉBIT JOURNALIER | MENSUELLE (mesuré ou estimé à partir des consommations) |
|--|--|
| Température | Annuelle |
| PH | Annuelle |
| DCO (sur effluent non décanté) | Trimestrielle |
| Phosphore | Annuelle |
| Matières en suspension totales | Annuelle |
| Composés organiques halogénés (en AOX) | Trimestrielle |
| Arsenic et composés (en As) | Annuelle |
| Fer et composés (en Fe) | Annuelle |
| Cuivre et composés (en Cu) | Annuelle |
| Nickel et composés (en Ni) | Annuelle |
| Plomb et composés (en Pb) | Annuelle |
| Zinc et composés (en Zn) | Annuelle |
| THM | Trimestrielle |
| Chlorures | Trimestrielle |
| Bromures | Trimestrielle |

En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point I-2 b de l'article 26 du présent arrêté.

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Constats :

Le plan de surveillance analytique (page 17 de l'AMR) mentionne l'ensemble des paramètres listés dans l'arrêté ministériel ainsi que les produits de décomposition.

Les THM constitués du Tribromométhane, Trichlorométhane, Dibromochlorométhane et du Dichlorobromométhane sont recherchés chaque trimestre. Pour chaque analyse la somme des THM est

inférieure à 1 mg/l (moyenne 2024-2025 = 0,359 mg/l - Max = 0,592 mg/l).

La synthèse des résultats des analyses de l'année 2024 et du 1^{er} semestre 2025 fait apparaître l'absence de recherche sur les paramètres : phosphore, arsenic, nickel, cuivre, fer, plomb et leurs composés ou l'absence de documents attestant l'absence d'émission de ces produits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de phosphore, d'arsenic, de nickel, de cuivre, de fer, de plomb et leurs composés par l'installation ou mettra en œuvre un suivi selon une fréquence annuelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 27 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2016, article 5.3.13

Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet des eaux de TAR

Prescription contrôlée :

Les eaux de refroidissement rejoignent le réseau des eaux pluviales, sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :[...]

Constats :

Les eaux résiduaires issues des TARs sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales sauf les eaux issues du nettoyage qui rejoignent le réseau des eaux usées. La concentration des rejets sur les paramètres recherchés est conforme aux VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 06/07/2016.

Cette prescription est contraire à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 qui prévoit :

« a) Les eaux issues des opérations de vidange, de purge ou toute autre opération liée au fonctionnement du système de refroidissement sont rejetées via le réseau d'eaux usées du site puis, sous réserve du respect des valeurs limites ci-dessous fixées, rejetées au milieu naturel ou raccordées à une station d'épuration. Elles peuvent également être évacuées comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre 7.

b) Il est interdit de rejeter les eaux résiduaires de l'installation dans le réseau d'eaux pluviales. [...] »

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La prescription de l'article 5.3.13 de l'arrêté préfectoral du 06/07/2016 est inadaptée.

Considérant la mise à l'arrêt des TARs et leurs remplacements par des refroidisseurs adiabatiques en octobre 2025, l'arrêté préfectoral sera actualisé avec la suppression de la rubrique 2921 et des prescriptions associées à cette rubrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 28 : Rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée : [...]

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu

fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. [...]

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]

Constats :

Les produits de traitement en cours d'utilisation sont stockés dans la salle des machines sur rétention (bromisateur pour l'OX1203). Et la salle de machines est sur rétention.

Le stock des produits de traitement (3 bidons de 25 kg de NX1164, 2 bidons de MF335 et 3 seaux de OX1203) est placé sur un bac rétention dans le bâtiment de l'unité de prétraitement des eaux industrielles.

Le bac de rétention est étanche et de capacité suffisante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 29 : FDS (REACH)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Art 31.5, 31.6, 31.9, 35, 36

Thème(s) : Produits chimiques, FDS

Prescription contrôlée :

Les fiches de donnée de sécurité (FDS) des produits AQUALEAD MF335DX, SPECTRUS NX1164, SPECTRUS OX1203 détenues par l'exploitant sont en français, à jour, sous le format de l'annexe II de REACH (en 16 rubriques, avec une classification conforme au CLP en section 2 et 3, et avec un étiquetage CLP en section 2) et accessibles au personnel qui est en contact avec ces produits (version papier ou informatique).

Constats :

L'exploitant a transmis les FDS des produits biocides utilisés :

- AQUALEAD MF335DX - FDS FR - MAJ 04/04/2024 - Préventif Antitartre, anticorrosion
- SPECTRUS NX1164 - FDS FR - MAJ 27/05/2024 - Préventif Biocide Non Oxydant
- SPECTRUS OX1203 - FDS FR - MAJ 22/03/2024 - Préventif Biocide Oxydant

Les FDS des trois produits de traitement sont conformes (format annexe II de REACH - 16 sections) et accessibles.

Les fiches de Données de Sécurité simplifiées avec les pictogrammes et mentions de danger sont affichées en salle des machines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 30 : Conformité à la FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Art.37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Conformité à la FDS

Prescription contrôlée :

Les conditions de stockage, d'utilisation, d'élimination et d'étiquetage du produit sont conformes à la FDS (produits en régime transitoire).

Constats :

Les produits (AQUALEAD MF335DX, SPECTRUS NX1164, SPECTRUS OX1203) stockés en salle des machines et dans le bâtiment de l'unité de prétraitement sont stockés conformément au point 10.4 - *Conditions à éviter* de leurs FDS et ne sont pas stockés avec des matières incompatibles conformément au point 10.5 - *Matières incompatibles* de leurs FDS.

Les produits sont étiquetés avec les pictogrammes et mentions de danger indiqués sur leurs FDS.

Type de suites proposées : Sans suite